

LA PERTE DE 45 POSTES DANS L'ENSEIGNEMENT AGRICOLE PUBLIC, "Ce n'est vraiment pas une bonne nouvelle" !

Après une mobilisation qui a réuni plus de 200 personnels devant la DGER ce mercredi 21 mai 2025, l'intersyndicale (L'Élan commun - CGT Agri, SNETAP-FSU, SUD RT -, FO EA, SEA UNSA) a été reçue en audience par Ludovic Pacaud, directeur de cabinet adjoint de la Ministre de l'Agriculture, Laurie Albien, conseillère enseignement, formation, installation et transmission, et Luc Maurer, Directeur Général adjoint à l'Enseignement et à la Recherche.

Les personnels mobilisés sont venus contester la suppression de 45 ETP (équivalents temps plein) pour la rentrée scolaire 2025 et réclamer un budget 2026 à la hauteur des ambitions avec un schéma pluriannuel de création d'emplois.

La délégation a dénoncé une équation insoluble et une incohérence entre le projet politique de Souveraineté Alimentaire affiché par la ministre, notamment au travers de la Loi d'Orientation Agricole (LOA) et la suppression de ces postes. En effet, pour répondre aux défis du remplacement des générations, et des transitions environnementales, climatiques et sociales, la LOA fixe comme objectif à l'Enseignement Agricole d'augmenter de 30% le nombre d'apprenants dans les formations qui préparent aux métiers de l'agriculture et de l'agroalimentaire. Sans ouverture de classes, ni création d'emplois, cet objectif ne pourra pas être atteint.

L'intersyndicale a rappelé par ailleurs que des professeur·es contractuel·les sont déjà en train de faire les frais de ces coupes claires et que ces suppressions auront aussi un impact sur les autres membres de la communauté éducative, personnels administratifs et techniques, AED, personnels territoriaux...

Les représentant·es syndicaux, venu·es des régions, ont illustré concrètement, pendant près d'une heure et demie, les conséquences de ces suppressions de dotation sur leur établissement ou dans leur région. Les membres de la délégation ont insisté sur toutes les missions de l'enseignement agricole, notamment l'éducation, l'inclusion et l'animation des territoires. Ils et elles ont également défendu la nécessité de préserver l'ensemble des formations de l'Enseignement Agricole et non uniquement celles du seul secteur de la production agricole et de l'agroalimentaire. Mais aussi en insistant fortement sur l'importance de maintenir un service public d'Enseignement Agricole pour tous et sur l'ensemble des territoires. Ils et elles ont enfin rappelé que l'étude d'impact de la LOA estime à 200 ETP le nombre de création d'emplois nécessaire pour atteindre les objectifs.

La délégation a demandé le rétablissement de ces heures et la restitution des postes dans le cadre d'une loi de finance rectificative avant l'été. Le Directeur de cabinet adjoint n'a laissé que peu d'espoir sur ce point, dans le contexte politique actuel, renvoyant les arbitrages budgétaires à une loi de finance de fin de gestion (donc a posteriori de la rentrée 2025).

Le directeur de cabinet adjoint a déclaré que la ministre défendrait la progression des ETP pour les Projets de Loi de finances (PLF) 2026, 2027 et 2028. En attendant, la suppression de ces 45 ETP aura un effet dévastateur sur l'Enseignement Agricole Public pour les années à venir ! Cet état de fait, l'intersyndicale ne l'accepte pas !

Le directeur de cabinet adjoint a admis qu'il avait été sensible aux témoignages des représentant.es des personnels et qu'il partageait bon nombre des constats. Il a conclu ainsi :

« La suppression de ces 45 postes n'est pas une bonne nouvelle ».

Après avoir entendu le retour de la délégation, les manifestant.es, de leur côté, ont conclu cette journée d'action nationale réussie, sur la nécessité pour les personnels de l'Enseignement Agricole Public de rester mobilisés !

Mobilisé.es jusqu'à ce que des garanties budgétaires de création d'emplois en nombre soient enfin données, afin que nos établissements soient mis en capacité de répondre à une politique publique ambitieuse gage de campagnes vivantes, de pratiques agricoles durables, d'une alimentation saine et relocalisée !

L'intersyndicale se retrouvera dans les jours qui viennent pour décider de la suite du plan d'action engagé depuis janvier dernier, fort y compris des nombreux soutiens (politiques comme professionnels et associatifs) qui se sont exprimés à l'occasion de cette mobilisation du 21 mai largement relayée par ailleurs par les médias nationaux.

« Oui... ce n'est pas une bonne nouvelle, mais nous ne nous résignons pas à voir l'offre publique d'enseignement agricole reculer et nos campagnes se vider ! »

